



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

**MACRON FAIT MINE DE RECULER,
ILS ONT PEUR,**

C'EST LE MOMENT D'Y ALLER ...

ENSEMBLE CONTRE L'INJUSTICE SOCIALE

BULLETIN NPA PSA POISSY

21 DECEMBRE 2018

LA LUTTE CONTINUE...

Malgré le déploiement de 89.000 gendarmes et policiers, de véhicules blindés dans les rues de plusieurs grandes villes, Paris en état de siège, de l'intox visant à faire croire que tout manifestant était un casseur en puissance, les arrestations préventives par centaines, la mobilisation n'a pas faibli. Le gouvernement et les médias se sont empressés d'enterrer le mouvement des gilets jaunes, après les manifestations en baisse de samedi dernier, qui ont cependant encore réuni des dizaines de milliers de personnes.

MACRON : DE LA MENACE AU « MEA CULPA » HYPOCRITE

On n'attendait pas grand-chose de l'intervention de Macron... et on n'a pas été déçus.

On a d'abord eu droit à ses menaces: il donnera des « instructions les plus rigoureuses, par tous les moyens... pour le retour au calme et de l'ordre ». Donc des "gilets jaunes" aux lycéen-nes, tous-toutes gazéEs, tous-toutes tabasséEs, Macron promet que ça va continuer.

Ensuite, quelques trémolos pour dire qu'il « n'oublie pas qu'il y a une colère, une indignation », que « beaucoup de françaisES peuvent la partager », rajoutant sans rire trouver la colère « juste à bien des égards ». Tout cela avant d'annoncer ses mesuretteS.

MACRON FAIT MINE DE RECULER, MAIS PERSISTE

C'est d'abord l'annonce que « le salaire d'un travailleur-euse au SMIC augmentera de 100 euros par mois dès 2019 sans qu'il en coûte un euro de plus pour l'employeur ».

Mais en fait, le SMIC ne progressera que de 1,8%, le reste provenant de l'anticipation de l'augmentation de la prime d'activité et ne concernant que ceux-celles qui y avaient déjà droit. Tout cela payé avec nos impôts car pour Macron, pas question de réintroduire l'Impôt Sur la Fortune (ISF) et de toucher aux riches. En clair, ce sera pris sur les budgets de la sécu, de la santé, de l'éducation, des services publics...

Et pour tous-tes les autres salariéEs ou ceux-celles qui vivent des minimas sociaux, rien n'est prévu. Seule une partie des retraitéEs seront dispenséEs de la hausse de la CSG, sans dire que la revalorisation des pensions restera limitée à 0,3% alors que l'inflation dépassera 2% en 2019.

Puis, Macron a annoncé qu'il n'y aura plus d'impôt

sur les heures sups, oubliant que les "gilets jaunes" réclament l'augmentation des salaires... sans heures sups ! Quant à l'annonce d'une « prime de fin d'année » pour les petits salaires, ce sera « pour les employeurs qui le peuvent » !

PAS PLUS QUE LES GAZ OU LA MATRAQUE, LES MIETTES N'ARRÊTERONT PAS LA COLÈRE

Après des semaines de mépris affiché, Macron cherche un moyen d'éteindre l'incendie qu'il a provoqué. Il a convoqué tout ce que le pays compte d'autorités instituées, du MEDEF aux directions syndicales, en passant par les éluEs locaux et les vedettes du show-biz.

Laurent Berger ou Philippe Martinez, et d'autres dirigeants syndicaux, se sont même payé le déshonneur de se désolidariser des "Gilets jaunes", la semaine dernière, en signant une « déclaration commune » appelant au calme.

Sauf que pour ceux et celles qui sont engagéEs dans cette épreuve de force depuis des semaines, il n'est pas question de lâcher prise maintenant que le pouvoir est aux abois.



TOUS ET TOUTES ENSEMBLE, NOUS AVONS LA FORCE DE FAIRE CÉDER CE GOUVERNEMENT

Depuis la semaine dernière, étudiantEs et lycéen-nes ont commencé à bloquer leurs établissements et à manifester contre les réformes dans l'Éducation.

Ce qui est maintenant à l'ordre du jour, c'est que la mobilisation s'étende aux entreprises, que les milliers de cheminotEs qui se sont mis en grève au printemps dernier, que les centaines de milliers de salariéEs qui ont fait grève contre la loi travail en 2016, que les dizaines de milliers de gilets jaunes qui bloquent les ronds-points, que les lycéen-nes et étudiantEs qui bloquent leurs lieux d'étude, que tout cela se rejoigne.

Pour gagner, c'est ce rapport de force qu'il faut construire par nos luttes, par la grève et dans la rue. Dans nos entreprises, avec les "gilets jaunes", on continue !

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur

Et maintenant sur Facebook



LIBERTE DE CIRCULATION ET EGALITE DES DROITS !

250 associations se sont mobilisées le 18 décembre en solidarité avec les réfugiés, dans un contexte d'offensive raciste en Europe. Il n'y a pas de crise migratoire, mais une crise de l'accueil.

C'est un choix de société : redistribuer les richesses aux plus pauvres, étrangerEs ou non. Cela fait écho au combat des Gilets jaunes pour la justice sociale. Les marchandises et capitaux circulent librement sur la planète, quoi de plus normal que les êtres humains puissent en faire autant ?

Qu'on y ait été contraint ou qu'on l'ait choisi, c'est un droit fondamental.

URGENCE CLIMATIQUE, URGENCE SOCIALE QUELLES RÉPONSES ?

Sauf à envisager cyniquement une multiplication de catastrophes écologiques et humaines à la fois, il y a urgence à stopper le réchauffement climatique.

L'urgence sociale, elle, veut qu'on ne fasse pas payer la transition écologique à ceux et celles qui n'ont d'autre moyen que de prendre leur voiture pour aller travailler, faire leurs courses ou conduire leurs enfants à l'école. Alors que les transporteurs routiers sont exonérés comme le transport aérien ou maritime.

A l'heure où les dirigeants de la planète sont réunis en COP 24 en Pologne, le constat est tragique : depuis la COP 21 à Paris, la situation a empiré. Parce que les multinationales du charbon et du pétrole ne veulent pas sortir de l'ère du carbone, qui leur rapporte tant. Parce qu'il y a trop de profit à faire dans le commerce de marchandises qui sont transportées d'un bout à l'autre de la planète. Parce que les grandes banques continuent d'investir dans les énergies fossiles.

C'est clair : il n'y a pas de projet qui lie ambition écologique et justice sociale sans remettre en cause les fondements mêmes du système capitaliste.

POUR LES SALAIRES, LES RETRAITES, LES ALLOCATIONS, PRENDRE L'ARGENT OÙ IL EST

Il paraît qu'il n'y a pas de marges pour les salaires dans les entreprises. En tous cas dans certaines il y en a. Les 40 plus grandes, celles du CAC 40, auront versé en 2018 près de 47 milliards à leurs actionnaires. 47 milliards : de quoi créer plus d'un million d'emplois correctement payés. ou l'équivalent d'une augmentation de 300€ pour plus de 10 millions de salariés.

Il paraît qu'il n'y a pas d'argent dans les caisses pour les retraites, les allocations, les services publics. Cela n'empêche pas Macron de faire pleuvoir des cadeaux par milliards. Des milliards pour les plus riches avec la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune et le plafonnement des impôts sur les revenus de placement financiers.

Des milliards pour les entreprises au travers des baisses de cotisations sociales et d'impôts. Juste un exemple : le CICE (Crédit Impôt Compétitivité Emploi) dont bénéficient les entreprises va en 2019 priver le budget de l'Etat de 40 milliards.

En pure perte car le cadeau ne s'accompagne d'aucune obligation en matière d'emploi.

ET CARLOS GHOSN EST TOUJOURS PDG DE RENAULT !

Il est toujours en prison au Japon pour avoir dissimulé la moitié de ses rémunérations chez Nissan, soit 35 millions d'euros, et pour avoir détourné 30 millions d'euros, disparus en plein vol ! Avec 40 000 € de gain par jour, il a dû trouver qu'il ne gagnait pas assez !

Mais toujours PDG de Renault, manifestement, en haut lieu, on lui fait toujours allégeance. Une enquête est, paraît-il, organisée pour s'assurer que les malversations de chez Nissan ne se sont pas aussi produites chez Renault, «enquête interne» confiée à des membres de son équipe et dont les résultats ne seront pas rendus publics. Circulez, il n'y a rien à voir !

Maintenir Ghosn au poste de PDG de Renault cela veut dire aussi qu'il continue à toucher ses millions d'euros qui courent sur toute l'année 2018. Du gonjon il y en a pour cela !

Pendant ce temps, les salaires restent bloqués chez Renault comme à PSA ! Assez, comme partout ailleurs, d'être pris pour des cons ! Et si on rejoignait tous ceux qui relèvent la tête pour exiger notre dû, des augmentations de salaires !

LES PATRONS SONT INQUIETS... TANT MIEUX, EXIGEONS NOTRE DÛ

Stéphane Richard, grand patron d'Orange, vient d'engager les patrons à lâcher quelques augmentations de salaires : « Je crois qu'il va falloir qu'on entende la colère qui s'est manifestée.

Je crois qu'aujourd'hui on ferait une grave erreur si on ignorait ce qui se passe autour de nous (...) Il va falloir qu'on lâche du lest »

Ce grand patron du CAC40, qui regroupe ces 40 sociétés françaises qui ont annoncé 93,4 milliards d'euros de profits en 2017 (+ 24 % par rapport à 2016), nous promet quelques miettes pour calmer la colère sur le pouvoir d'achat !

Mais leurs profits records viennent justement des bas salaires, de la précarité, du gel des augmentations ces dernières années. Ça ne peut plus durer ! Aujourd'hui, les patrons sont inquiets face au mouvement des Gilets jaunes, les grèves actuelles, la contestation dans la jeunesse...

Autant de raisons de faire grève le 14 décembre, de continuer le 15 avec les Gilets jaunes et les jours d'après. Entrons nous aussi dans la mobilisation.

SMIC : MENSONGE A 100 BALLES

Macron a annoncé 100 € d'augmentation du SMIC, « sans qu'il en coûte un seul euro de plus pour l'employeur ». Ce sera donc à nous de nous payer nous-mêmes.

Le taux horaire du SMIC ne sera pas augmenté, seulement la « prime d'activité » payée par la CAF (nos prestations sociales) : 20 € étaient déjà prévus en janvier et 60 € d'ici 2021. Le SMIC exonéré de cotisations sociales plus 60 € versés par anticipation et le tour est joué : 0 € de plus que prévu. Mais 55% des smicards ne la toucheront pas : il y a des critères (situation familiale, revenus du conjoint, APL...).

Et comme c'est une prestation sociale et non du salaire, ça ne compte pas pour la retraite ... Une arnaque sans nom !

« GILETS JEUNES » : L'EDUCATION PAR LA TERREUR

Des études soumises aux seuls besoins du patronat, la diminution des heures d'enseignement, la remise en cause du caractère national du bac et la sélection à l'entrée de l'université pénalisent les élèves issus des classes populaires

Entre coups de matraque, tirs de flash-ball et humiliation publique infligée à des dizaines de jeunes forcés de se mettre à genoux, Macron réprime « à la barbare » la protestation. Un gouvernement qui criminalise la jeunesse n'a pas d'avenir.

FORD, UN SCANDALE D'ÉTAT

Ford, qui fait des milliards de profits, refuse la reprise de l'usine de Blanquefort par Punch. Tant pis pour les 870 emplois et 3000 emplois induits. Le ministre de l'Économie crie à la « trahison » et dénonce le mépris de Ford, qui refuse de lui répondre au téléphone. Des millions d'euros d'argent public ont été versés à Ford depuis 1974. Cette impuissance est le résultat de choix politiques qui consistent à laisser une totale liberté aux multinationales capitalistes.

C'est tellement facile de fermer une usine et de licencier, que Ford y va franco. Comme le dit Philippe Poutou, ouvrier dans cette usine, « Ford se fout de la gueule du monde depuis des années ».

Alors, au vu des millions d'argent public et de profits réalisés sur le travail des salariéEs depuis plus de 40 ans, cette usine devrait être réquisitionnée en tant que bien public, à gérer par celles et ceux qui y travaillent.

**Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser
Ou à nous contacter : npa.poissy@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 80 73 86 77**